



Faut-il avoir peur des délocalisations ? (n.2859)

Problèmes économiques
La Documentation française

4,5 €

Problèmes économiques

N° 2.859

29 septembre 2004

DOSSIER : Faut-il avoir peur des délocalisations ?

Comment définir les délocalisations ?

Rapport d'information du Sénat

François Grignon

Définir les « délocalisations » est une tâche difficile. Comprennent-elles uniquement les changements de site de production sans affectation de la destination des produits ou faut-il élargir la notion aux externalisations et à toutes créations d'activité productive à l'étranger ? Par ailleurs, la perception que peut avoir au niveau local l'ensemble des acteurs économiques concernés par une opération de délocalisation rend la définition du processus encore plus malaisée. Les indicateurs disponibles reflètent ces difficultés : les investissements directs à l'étranger, la structure et le solde de la balance commerciale, la mesure de la transformation de l'outil productif industriel, etc. Malgré ces problèmes de mesure, les chiffres disponibles suggèrent qu'il s'agit d'un mouvement certes réel, mais plutôt limité.

Industrialisation : la destruction créatrice permanente

Futuribles

Michel Drancourt

Autrefois c'étaient les entreprises en difficulté qui délocalisaient, aujourd'hui, c'est aux entreprises rentables de faire de même. Malgré ces changements, l'origine du phénomène est toujours la même : la course à la compétitivité. La pression qui s'exerce sur les entreprises s'est encore accentuée ces dernières années : non seulement les exigences de la compétitivité, mais également l'impératif d'innovation oblige les firmes à tirer profit des marchés en expansion, mais également à diversifier leur offre. Restructuration, mutations industrielles, délocalisation ou désindustrialisation – tous ces termes ne décriraient-ils pas en définitive un processus bénéfique, celui de la destruction créatrice ?

Amérique et Chine : les vrais enjeux

The Wall Street Journal

Thomas Hout et Jean Lebreton

Comme d'autres pays industrialisés, les Etats-Unis sont confrontés aux conséquences des délocalisations. La Chine joue dans ce contexte un rôle majeur. Ce pays montre qu'il serait erroné de limiter le débat sur les enjeux des délocalisations aux seuls retombées en termes d'emploi. Comme les auteurs le soulignent, l'émergence de la Chine est une véritable révolution. Contrairement au Japon qui a réinventé la production industrielle, la Chine la « désinvente » en réduisant les besoins de capitaux et en rendant les circuits de production moins complexes. Ce cadre renouvelle la production et permet une meilleure qualité des produits. Les entreprises qui désirent tirer profit de ces caractéristiques devraient s'engager à long terme en Chine en y implantant des sites de production de nouvelles gammes de produits.

Mondialisation et délocalisation : quelle stratégie pour les Etats- Unis ?

Center for Strategic and International Studies

En Europe et aux Etats-Unis, les craintes des conséquences négatives de la globalisation concernent la perte d'emploi (délocalisations), mais également – suite au nivellement technologique – la menace que constitue la perte de leadership technologique et industriel. Mais contrairement à l'Europe, qui semble plus préoccupée par le problème de l'emploi et tente d'y répondre en créant des « champions européens », les Etats-Unis se focalisent sur la question de la concurrence technologique. La préservation des compétences en matière d'innovation devrait être prioritaire par rapport aux efforts de protection des emplois manufacturiers. L'analyse du secteur de la défense montre que cette stratégie pourrait même être insuffisante : aujourd'hui, il ne s'agit plus d'empêcher la « fuite » des technologies, mais de réussir à s'intégrer à la chaîne technologique internationale, comme le soulignent les experts du CSIS, un influent *think-tank* américain.

Une stratégie à deux composantes pour contrer la désindustrialisation

Conseil d'analyse économique

Patrick Artus et Gilbert Cette

En Europe, quatre stratégies industrielles peuvent être distinguées : l'Allemagne s'est spécialisée dans les biens d'équipements et l'automobile, la France dans l'automobile, l'Espagne ne s'est pas spécialisée et le Royaume-Uni

s'est désindustrialisé. Aujourd'hui, l'Europe a besoin de nouvelles stratégies car elle est concurrencée par le bas par les pays émergents et par le haut par les pays à fortes dépenses technologiques. Afin d'assurer la croissance à venir, l'Europe devrait suivre une double stratégie : créer des emplois à fort niveau de productivité et accroître le nombre d'emplois peu qualifiés. L'insertion commerciale et économique dans une zone à croissance rapide (comme les PECO) ou l'augmentation des dépenses liées aux technologies et à la R&D pourraient être les vecteurs d'une telle stratégie.

Les réseaux d'entreprises : source de compétitivité

DATAR

La désindustrialisation et les délocalisations touchent avant tout le tissu économique local. Compte tenu de ce constat, une stratégie efficace de réponse à ces processus pourrait également se trouver au niveau local en y développant par exemple des réseaux d'entreprises. Les politiques publiques qui cherchent à renforcer l'efficacité de ces systèmes productifs locaux s'appuient sur l'idée selon laquelle le facteur concurrentiel décisif ne se situe plus seulement à l'intérieur des entreprises mais dans les liens qu'elles tissent entre elles et dans leur rapport à l'environnement. Une analyse comparative intégrant des pays de différents continents montre qu'il s'agit d'une tendance lourde. Partout, des pôles de compétence et d'excellence ont été créés ces dernières années, organisés souvent autour d'une ou plusieurs firmes leaders. Des rapprochements entre universités et entreprises sont également observés.

EGALEMENT DANS CE NUMERO :

SCIENCE ECONOMIQUE

Les économistes et leurs revues

Revue d'économie politique

Philippe Jeannin

Assurer de solides fondements à une évaluation de la recherche française en économie dans les revues scientifiques est une tâche difficile. La méthode présentée dans l'article consiste à croiser les bases qui font autorité et à interroger la communauté scientifique française. On obtient ainsi la définition suivante de la scientificité d'une revue : « est scientifique la revue qui est jugée telle par la communauté ». L'auteur apporte quelques nouveaux éclairages, mais expose également des positions déjà largement partagées. Il s'agit par exemple de la très bonne tenue des titres de l'INSEE, mais également de ceux de la Direction de la prévision. Les Études économiques de l'OCDE, par contre, sont jugées peu scientifiques.

ENTREPRISES ET MARCHES

Progrès techniques et croissance du trafic routier

Réalités industrielles-Annales des Mines

Jean Delsey

Comment expliquer l'accroissement du trafic routier ? Jean Delsey constate que la forte amélioration des performances et du confort des véhicules automobiles, notamment au niveau européen, qui se conjugue avec la progression certes lente, mais régulière du niveau de vie des individus, contribue largement à augmenter la consommation globale de carburants. N'y aurait-il pas de solution pour réduire ce mouvement voué à perdurer ? L'auteur estime que des inflexions restent possibles. Elles concernent la technique des véhicules et surtout, la mise en place de réglementations relatives aux automobiles ainsi qu'à l'aménagement du territoire.

PROTECTION SOCIALE

L'impact des cotisations sociales en question

Informations sociales

Pierre Concialdi

Depuis le début des années quatre-vingt, le débat à propos de l'impact des cotisations sociales sur la compétitivité des entreprises et sur le niveau de l'emploi n'a pas cessé, en particulier en France, où cette question est, depuis la création des premières assurances sociales, une véritable antienne. L'auteur, s'appuyant sur des comparaisons internationales et sur une analyse des effets des politiques d'allègement de cotisations sociales sur les bas salaires, revisite quelques idées reçues à propos de l'impact présumé négatif des cotisations sociales. Il montre en outre les menaces que les politiques d'allègement font peser sur le financement de la protection sociale et leurs conséquences sur les salariés les plus précaires.

Année d'édition : 2004 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028597 ISSN : 0032-9304